

Projets de règlement

Projet de règlement

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001)

Assistance médicale — Modification

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le Règlement modifiant le Règlement sur l'assistance médicale, dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être adopté par la Commission de la santé et de la sécurité du travail et soumis pour approbation au gouvernement, conformément au premier alinéa de l'article 455 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., c. A-3.001), à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement modifie l'annexe I en proposant un nouveau tarif pour les traitements individuels d'ergothérapie et de physiothérapie.

À ce jour, l'étude du dossier révèle peu d'impact sur les entreprises, en particulier sur les PME.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à madame Chantal St-Jacques, Commission de la santé et de la sécurité du travail, 1199, rue de Bleury, Montréal (Québec) H2B 3J1, téléphone 514 906-3008, poste 2425, télécopieur 514 906-3009.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai ci-haut mentionné, à madame Guylaine Rioux, vice-présidente aux relations avec les partenaires et à l'expertise-conseil, Commission de la santé et de la sécurité du travail, 1199, rue De Bleury, 14^e étage, Montréal (Québec) H3B 3J1.

*Le président du conseil d'administration
et chef de la direction de la Commission
de la santé et de la sécurité du travail,*
LUC MEUNIER

Règlement modifiant le Règlement sur l'assistance médicale*

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001, a. 454, 1^{er} al., par. 3.1^o)

1. Le Règlement sur l'assistance médicale est modifié par le remplacement, dans l'annexe I, pour les soins et traitements «Ergothérapie - Traitement individuel, par séance» et «Physiothérapie - Traitement individuel, par séance», dans la colonne «Tarif» de «35,00\$» par «36,00\$».

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

50353

Projet de règlement

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

Huissiers de justice — Code de déontologie — Modifications

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le «Règlement modifiant le Code de déontologie des huissiers de justice», adopté par le Bureau de la Chambre des huissiers de justice du Québec, pourra être soumis au gouvernement qui pourra l'approuver, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

* Les dernières modifications au Règlement sur l'assistance médicale, approuvé par le décret numéro 288-93 du 3 mars 1993 (1993, *G.O.* 2, 1331), ont été apportées par le règlement approuvé par le décret numéro 888-2007 du 10 octobre 2007 (2007, *G.O.* 2, 4429). Pour les modifications antérieures, voir le «Tableau des modifications et Index sommaire», Éditeur officiel du Québec, 2008, à jour le 1^{er} mars 2008.

Selon la Chambre des huissiers de justice du Québec, ce projet de règlement a principalement pour objectif d'adapter certaines règles déontologiques à la réalité de la pratique de la profession d'huissiers de justice en société, tel que le prévoit le projet de « Règlement sur l'exercice de la profession d'huissier de justice en société ».

La Chambre des huissiers de justice du Québec ne prévoit aucun impact de ce règlement sur les entreprises et, en particulier, sur les PME.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur Ronald Dubé, h.j., directeur général et secrétaire de la Chambre des huissiers de justice du Québec, 390, boulevard Henri-Bourassa Ouest, Montréal (Québec) H3L 3T5; numéro de téléphone: 514 721-1100; numéro de télécopieur: 514 721-7878; courriel: rdube@huissiersquebec.qc.ca

Toute personne ayant des commentaires à formuler est priée de les transmettre, avant l'expiration de ce délai, au président de l'Office des professions du Québec, 800, place D'Youville, 10^e étage, Québec (Québec) G1R 5Z3. Ces commentaires seront communiqués par l'Office au ministre responsable de l'application des lois professionnelles; ils pourront également l'être à l'ordre professionnel qui a adopté le règlement ainsi qu'aux personnes, ministères et organismes intéressés.

*Le président de l'Office des
professions du Québec,*
JEAN PAUL DUTRISAC

Règlement modifiant le Code de déontologie des huissiers de justice*

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 87)

1. Le Code de déontologie des huissiers de justice est modifié par l'insertion, après l'article 5, des suivants :

« **5.1.** L'huissier doit prendre les moyens raisonnables pour s'assurer que la société au sein de laquelle il exerce sa profession ainsi que les personnes, employés, étudiants, stagiaires, actionnaires ou associés qui collaborent avec lui dans l'exercice de sa profession respectent la Loi sur les huissiers de justice, le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) et leurs règlements d'application.

* La seule modification apportée au Code de déontologie des huissiers de justice, approuvé par le décret numéro 550-2002 du 7 mai 2002 (2002, *G.O.* 2, 3263) l'a été par le règlement approuvé par le décret numéro 836 - 2003 du 20 août 2003 (2003, *G.O.* 2, 3963).

5.2. Les devoirs et obligations qui découlent de la Loi sur les huissiers de justice, du Code des professions et de leurs règlements d'application ne sont aucunement modifiés ni diminués du fait que l'huissier exerce sa profession en société. ».

2. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 8, des suivants :

« **8.1.** L'huissier doit informer son client lorsqu'il prévoit que les services pour lesquels ce dernier a recours à lui pourront être exécutés en tout ou en partie sous des aspects essentiels par une autre personne.

8.2. Lorsque des biens sont confiés à sa garde, l'huissier doit en user avec soin. Il ne peut les prêter ou les utiliser pour des fins autres que celles pour lesquelles ils lui ont été confiés et il doit les remettre à qui de droit à la fin de la prestation des services professionnels.

L'huissier qui exerce sa profession au sein d'une société doit prendre les moyens raisonnables pour que la société respecte les exigences prescrites par le premier alinéa lorsque les biens sont confiés à la garde de la société dans le cadre de la prestation des services professionnels. ».

3. L'article 14 de ce code est modifié par l'ajout, à la fin, des mots « ou, le cas échéant, la responsabilité de la société au sein de laquelle il exerce sa profession ou la responsabilité d'une autre personne qui y exerce aussi sa profession ».

4. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 18, du suivant :

« **18.1.** Lorsqu'un associé, actionnaire, administrateur, dirigeant ou employé d'une société au sein de laquelle l'huissier exerce sa profession ou a des intérêts est en situation de conflit d'intérêts, l'huissier, dès qu'il en a connaissance, doit prendre les moyens raisonnables pour s'assurer que des informations, renseignements ou documents confidentiels pertinents au dossier ne soient pas divulgués à cet associé, actionnaire, administrateur, dirigeant ou employé.

Pour apprécier l'efficacité de ces mesures, il est tenu compte, notamment, des facteurs suivants :

1° la taille de la société ;

2° les précautions prises pour empêcher l'accès au dossier de l'huissier par la personne en situation de conflit d'intérêts ;

3° des instructions données quant à la protection des informations, renseignements ou documents confidentiels concernés par cette situation de conflit d'intérêts ;

4° de l'isolement relatif de la personne en situation de conflit d'intérêts par rapport à l'huissier. ».

5. L'article 20 de ce code est modifié par l'ajout, à la fin, des mots « ni dans celles, le cas échéant, d'un associé ou actionnaire de la société au sein de laquelle l'huissier exerce ses activités professionnelles ».

6. L'article 22 de ce code est remplacé par le suivant :

« **22.** L'huissier ne peut partager ses honoraires qu'avec la société au sein de laquelle il exerce sa profession, un autre huissier, une fiducie ou un associé ou actionnaire de cette société.

Lorsque l'huissier exerce sa profession au sein d'une société, le revenu résultant des services professionnels qu'il a rendus au sein de cette société, et pour le compte de celle-ci, appartient à cette société, à moins qu'il n'en soit convenu autrement.

Les premier et deuxième alinéas ne s'appliquent pas aux honoraires reçus par un huissier au service exclusif d'une cour municipale. ».

7. L'article 23 de ce code est modifié par l'insertion, après le mot « emploi », des mots « ou qui exercent leur profession au sein de la même société que lui ».

8. L'article 32 de ce code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **32.** Pour les actes décrits à l'article 8 de la Loi sur les huissiers de justice, tous les huissiers associés ou actionnaires qui exercent leur profession au sein de la même société sont solidairement responsables, au sein de cette société, de l'application du Tarif d'honoraires et des frais de transport des huissiers (R.R.Q., 1981, c. H-4, r.3), à moins qu'il ne soit démontré que la dérogation est attribuable à l'initiative personnelle d'un huissier. ».

9. L'article 40 de ce code est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 9° par le suivant :

« 9° à l'exception d'un huissier au service exclusif d'une cour municipale, le fait pour un huissier de conclure un pacte, une entente ou une convention ayant pour objet le partage ou la remise d'honoraires autrement qu'avec la société au sein de laquelle il exerce sa profession, un autre huissier, une fiducie ou un associé ou actionnaire de cette société ; » ;

2° par le remplacement du paragraphe 11° par le suivant :

« 11° le fait pour l'huissier de faire usage lui-même, ou par l'entremise d'un de ses préposés, de même que par l'entremise de la société au sein de laquelle il exerce sa profession ainsi que par l'entremise des associés, administrateurs, dirigeants et actionnaires de cette société, de chantage, d'intimidation, de menaces ou de voies de fait, dans l'exercice de ses fonctions ; » ;

3° par le remplacement du paragraphe 15° par le suivant :

« 15° le fait pour l'huissier instrumentant ou pour les huissiers associés, actionnaires, administrateurs, dirigeants, employés ou mandataires habituels de la société au sein de laquelle ce huissier exerce sa profession d'acheter directement ou indirectement un bien mobilier ou immobilier dans toute vente judiciaire faite en vertu du Code de procédure civile (L.R.Q., c. C-25) ; » ;

4° par l'insertion, dans le paragraphe 22° et après le mot « justice », des mots « et du Règlement sur l'exercice de la profession d'huissier de justice en société (*inscrire ici le numéro et la date du décret d'approbation de ce règlement par le gouvernement*) » ;

5° par le remplacement du paragraphe 24° par le suivant :

« 24° le fait pour l'huissier de ne pas aviser sans délai le secrétaire qu'il ou la société au sein de laquelle il exerce sa profession a l'intention de faire cession de ses biens, a fait une telle cession ou fait l'objet d'une requête pour mise sous séquestre ; » ;

6° par l'ajout, après le paragraphe 26°, des suivants :

« 27° le fait d'exercer sa profession au sein d'une société, ou d'avoir des intérêts dans une telle société, avec une personne qui, à la connaissance de l'huissier, pose des actes qui portent atteinte à la dignité de la profession d'huissier ;

28° le fait d'exercer sa profession au sein d'une société, ou d'avoir des intérêts dans une telle société, lorsqu'un associé, actionnaire, administrateur, dirigeant ou employé de cette société, fait l'objet d'une radiation de plus de trois mois ou d'une révocation de son permis professionnel, sauf dans la mesure où l'associé, l'actionnaire, l'administrateur, le dirigeant ou l'employé :

a) cesse d'occuper une fonction d'administrateur ou de dirigeant au sein de la société dans les dix jours de la date à laquelle la radiation ou la révocation de permis imposée est devenue exécutoire ou dans tout autre délai autorisé par le Bureau;

b) cesse, s'il y a lieu, d'assister à toute assemblée des détenteurs d'actions ou de parts sociales et d'y exercer son droit de vote dans les dix jours de la date à laquelle la radiation ou la révocation de permis imposée est devenue exécutoire ou dans tout autre délai autorisé par le Bureau;

c) se départit de ses actions ou parts sociales avec droit de vote ou les dépose entre les mains d'un fiduciaire dans les dix jours de la date à laquelle la radiation ou la révocation de permis imposée est devenue exécutoire ou dans tout autre délai autorisé par le Bureau. ».

10. L'article 51 de ce code est modifié par l'ajout, à la fin, des mots « et, le cas échéant, le nom de la société au sein de laquelle il exerce sa profession ».

11. L'article 53 de ce code est modifié par le remplacement des mots « associés d'une société d'huissiers » par les mots « huissiers associés ou actionnaires qui exercent leur profession au sein de la même société ».

12. La section X de ce code est remplacée par la suivante :

« SECTION X NOM DE LA SOCIÉTÉ

57. L'huissier ne doit pas exercer sa profession au sein d'une société sous un nom ou une dénomination sociale ou désignation qui induit en erreur, qui soit trompeur, aille à l'encontre de l'honneur ou de la dignité de la profession ou qui soit un nom ou une dénomination sociale numérique.

58. L'huissier qui exerce sa profession au sein d'une société doit prendre les moyens raisonnables pour s'assurer que tout document produit dans l'exercice de la profession d'huissier et émanant de la société soit identifié au nom d'un huissier. ».

13. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Projet de règlement

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

Huissiers de justice

— Exercice de la profession en société

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le « Règlement sur l'exercice de la profession d'huissier de justice en société », adopté par le Bureau de la Chambre des huissiers de justice du Québec, pourra être soumis au gouvernement qui pourra l'approuver, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement contient des dispositions spécifiques destinées à régir les conditions et modalités d'autorisation d'exercice en société par les huissiers de justice, notamment quant à l'administration de la société et à la détention des actions ou parts sociales.

Conformément au chapitre VI.3 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), les conditions prévues incluent également l'obligation de contracter une assurance pour couvrir la responsabilité que la société peut encourir en raison des fautes commises par les huissiers de justice dans l'exercice de la profession au sein de la société. Les huissiers de justice seront aussi tenus de fournir à la Chambre les informations nécessaires sur la société et de les mettre à jour.

La Chambre des huissiers de justice du Québec ne prévoit aucun impact de ce règlement sur les entreprises et, en particulier, sur les PME.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur Ronald Dubé, h.j., directeur général et secrétaire de la Chambre des huissiers de justice du Québec, 390, boulevard Henri-Bourassa Ouest, Montréal (Québec) H3L 3T5; numéro de téléphone: 514 721-1100; numéro de télécopieur: 514 721-7878; courriel: rdube@huissiersquebec.qc.ca